

LA DEUXIEME INTERNATIONALE

LA DEUXIEME INTERNATIONALE

La deuxième Internationale s'est développée sur une période de 25 ans, de 1889 à 1914. Or ces années sont également les années de mûrissement et, dans une certaine mesure, d'un premier pourrissement du capitalisme. Elles s'achèvent par la première guerre mondiale.

Pour l'Internationale, l'éclatement de cette guerre est une épreuve de vérité : il révèle d'un côté que l'organisation ouvrière internationale dans son ensemble a subi la présence d'un poison interne, puisqu'elle ne résiste pas à l'annonce de la déclaration de guerre. Mais elle révèle également l'existence d'une organisation d'un type nouveau, qui résiste à l'effondrement général du reste de l'Internationale : c'est le parti bolchévique, en Russie.

LA SECONDE MOITIE DU 19ÈME SIECLE : DU CAPITALISME A L'IMPERIALISME

Au cours de la seconde moitié du 19ème siècle, le développement des moyens de production, les progrès de l'hygiène et de la médecine qui entrent eux aussi dans l'ère industrielle, vont permettre à la population mondiale d'augmenter largement après des siècles de stagnation ou de lente évolution ; on passe de 1,1 milliards d'hommes à 1,65 milliards de 1850 à 1914.

Ce progrès s'accompagne d'une croissance accélérée de la productivité industrielle. Pour produire 100 paires de chaussures il fallait 1050 heures de travail en 1858, grâce au perfectionnement des machines à coudre, il n'en faut plus que 5 en 1895 . Pour la fonte, un haut fourneau à bois, en 1820, produit en moyenne 1,4 tonnes/jour ; en 1914 les hauts fourneaux à charbon en produisent 350 tonnes/jour. Le charbon, qui est la principale source d'énergie de cette fin de siècle, voit sa production multipliée par 5 de 1875 à 1914.

Le chemin de fer, déjà très développé en Europe en 1870, s'accroît dans le reste du monde : Transsibérien en Russie, Transandin du Chili à l'Argentine construit par l'Angleterre. La France et l'Allemagne vont le développer dans leurs colonies, où les lignes sont tracées de l'intérieur vers la mer. Ces lignes uniquement destinées à faciliter l'évacuation des matières premières exploitées vers les ports d'exportation, subsistent encore telles quelles aujourd'hui, et sont un héritage encombrant car elles interdisent l'utilisation du réseau pour développer correctement l'économie du pays.

Des bateaux à vapeur de plus en plus gros et rapides sillonnent les mers. Des canaux rapprochent les grandes régions du monde et favorisent le commerce et l'immigration : Suez, en Egypte (1869), relie l'Océan Indien à la Méditerranée, économisant le pourtour de l'Afrique ; Panama, en Amérique centrale (1904), relie les océans Pacifique et Atlantique.

Les campagnes connaissent des changements importants. Avec les premiers engrais, la production augmente. Les réseaux de transport facilitent l'écoulement de produits autrefois réservés au commerce local. Le machinisme s'introduit aussi à la campagne, avec la batteuse par exemple. Les découvertes sur les microbes et les maladies, l'industrialisation de procédés nouveaux, permettent la mise en place de la culture intensive et de l'élevage par grands troupeaux.

Tout cela demande une main d'oeuvre moins importante et l'exode rural est au cours de cette période très important : en Allemagne, le nombre de ruraux passe de 64 % en 1871 à 39 % en 1914, en Grande-Bretagne où la transformation s'est faite la première, le nombre de ruraux n'est plus que de 9 % en 1901.

Derrière la Grande-Bretagne qui a connu la première la révolution industrielle, deux grands pays européens tentent de rattraper leur retard : la France et l'Allemagne. Le nombre de travailleurs est du même ordre dans les trois pays en 1900 : 7,6 millions en France, 8,6 millions en Allemagne et 8,3 millions en Grande-Bretagne.

Les villes, où s'entassent les ouvriers dans des conditions d'hygiène déplorable poussent comme des champignons. C'est le cas par exemple de la ville d'Essen en Allemagne, où Krupp installe son usine métallurgique, qui passe de 9 000 habitants en 1856 à 443 000 en 1914.

Les usines mêmes se transforment. Les petites entreprises familiales cèdent le pas aux usines de plus en plus grandes. Ainsi en 1907, en Allemagne, les établissements occupant plus de 1 000 ouvriers sont au nombre de 586, elles emploient le 1/10 des ouvriers et le 1/3 de la force vapeur et électrique. Le nombre d'ouvriers travaillant dans une entreprise de plus de 1000 ouvriers double entre 1882 et 1895, et passe de 213 000 à 448 000.

Le capitalisme ne se développe pas de façon harmonieuse. Chaque nouveau domaine qui se crée ne se crée pas parce qu'il apporte un progrès, mais d'abord parce qu'il apparaît comme une belle source de profits, plus belle que les précédentes. Aussi, dès qu'un domaine est à la mode, il s'en suit un afflux de capitaux vers lui, et rapidement une surproduction, et une crise.

C'est donc par crises que le capitalisme se développe. Pour s'en tenir à la seconde moitié du siècle : une panique bancaire à New York en 1857, une panique à la City de Londres en 1866, la faillite de la maison Jay Cooke and Co à New York en 1873, le krach de l'Union générale à Paris en 1882, la faillite de la maison Baring à Londres 1890, sont chacun les points de départ d'une nouvelle crise.

La fin du 19^{ème} siècle et le début du 20^{ème} voient se transformer le capitalisme de libre échange en capitalisme des monopoles comme l'explique Lénine dans : "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", rédigé en 1916.

"Ainsi, les étapes principales de l'histoire des monopoles peuvent se résumer comme

suit : 1) Années 1860/1880 : point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles. 2) Après la crise de 1873, période de large développement des cartels ; cependant, ils ne sont encore que l'exception. Ils manquent encore de stabilité. Ils ont encore un caractère passager. 3) Essor de la fin du 19ème siècle et crise de 1900/1903 : les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme.

"Les cartels s'entendent sur les conditions de vente, les échanges, etc. Ils se répartissent les débouchés. Ils déterminent la quantité des produits à fabriquer. Ils fixent les prix. Ils répartissent les bénéfices entre les diverses entreprises, etc."

LE MOUVEMENT OUVRIER SUBIT LE CONTRECOUP DE L'ECRASEMENT DE LA COMMUNE DE PARIS

Après l'écrasement de la Commune de 1871, la bourgeoisie réagit dans toute l'Europe. Une période de répression s'en suit, avec interdiction de la presse, interdiction des organisations ou contrôle très strict du pouvoir, militants pourchassés, emprisonnés. C'est en France, avec le massacre des communards et la déportation de milliers de militants que le coup au mouvement ouvrier est le plus dur.

L'Allemagne tout juste unifiée sous la main de Bismark s'empresse, elle aussi, d'interdire toute propagande socialiste et emprisonne plusieurs militants. La Russie, après de timides réformes dans les années 1860, réagit et pourchasse toute forme de remise en cause de l'ordre social et de l'autocratie. En Grande-Bretagne, la censure de la presse et le contrôle des travailleurs et de leurs organisations se renforce.

Mais ce n'est pas la répression qui décidera de la fin de la 1ère Internationale. C'est une décision de Marx et du Conseil Général, pour qui une nouvelle période commence et un autre type d'organisation doit être préparée. La 1ère Internationale est dissoute en 1876.

La 2ème Internationale ne naîtra qu'en 1889. Il n'y a donc pas de continuité organisationnelle et régulière dans l'histoire du mouvement ouvrier. Mais il va se transformer et se développer lui aussi. Nous allons suivre cette transformation dans trois pays : la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France.

Mais les militants, dans cette période de recul, apprennent à tirer de l'échec même, des idées plus fortes pour l'avenir. Ainsi le livre "La guerre civile en France", l'analyse de Marx des événements de la Commune, est le texte le plus lu, le plus étudié, pendant cette période. Il sert de base au travail politique dans tous les pays européens.

EN ALLEMAGNE, L'INFLUENCE DE MARX ET L'HERITAGE DE LA PREMIERE INTERNATIONALE

En 1870 il y a deux partis ouvriers qui comptent en Allemagne. Le plus ancien est celui de Lassale. Lassale est un riche industriel, qui mourra dans un duel en 1864. Révolté par la politique réactionnaire de la Prusse, il milite pour une Allemagne bourgeoise et unie. Dans cette lutte, il s'est rendu compte de la place du prolétariat et des pauvres. Touché par la misère, il a évolué vers le socialisme.

Mais ce socialisme est resté marqué par la nécessité de l'unité de l'Allemagne et de la mise en place d'un Etat démocratique. Lassale finit par identifier Etat et socialisme. Il refuse de voir, à la différence de Marx, qu'un Etat bourgeois, en Allemagne comme ailleurs, ne pourra être dirigé que contre les travailleurs. Lassale, logique avec lui même se lie d'amitié avec Bismark, puisque Bismarck est un ardent partisan de l'unité allemande.

Sur le plan économique, Lassale soutient que les travailleurs ne doivent pas revendiquer d'augmentations de salaire à cause de ce qu'il appelle "la loi d'airain" : la population ouvrière tend à augmenter ; si dans le même temps les salaires augmentent suite aux luttes des travailleurs, cela va accroître leur nombre et la concurrence entre eux. Au bout du compte, dit Lassale, les salaires, de nouveau baisseront, pour revenir au même niveau qu'avant la lutte. Il conclut donc que les ouvriers ne doivent pas perdre leurs forces avec des luttes économiques stériles.

Mais Lassale influence beaucoup de militants et constitue l'Association Générale des Travailleurs Allemands qui regroupe en 1863, 4 000 membres. Celle-ci est aussi rejointe par des militants de l'ancienne Ligue des Communistes - Klings, Eccarius, Beckers, Wilhelm Liebknecht - toujours en contact avec Marx.

Bebel, un ouvrier tourneur qui a connu Marx dans la Ligue des Communistes et dans la 1ère Internationale, pousse à la construction d'associations d'éducation ouvrière. Les grèves sur les salaires et les conditions de travail se développent. Les travailleurs s'organisent et les associations d'éducation ouvrière de Bebel se coordonnent dans une ligue, à mi-chemin entre le syndicat et le parti.

Dès les premières années, les divergences vont se développer dans l'Association Générale des Travailleurs Allemands. Cette situation accentue les divergences entre Lassaliens et Marxistes, et conduit à la rupture en 1869. La fraction qui vient de rompre avec l'Association Générale des Travailleurs Allemands et la Ligue des clubs ouvriers constitue le Parti Ouvrier Social-Démocrate (POSD).

En 1869, donc, il y a en Allemagne deux organisations politiques qui s'adressent aux travailleurs : l'Association Générale des Travailleurs Allemands lassallienne et le Parti Ouvrier Social-Démocrate dirigé par Bebel et Wilhelm Liebknecht.

C'est sur ce dernier que Marx et Engels s'appuient pour mettre en pratique leur volonté de construire un parti de la classe ouvrière, du temps de la 1ère Internationale.

En 1875, les deux partis fusionnent, au congrès de Gotha. Pourquoi ? Tout simplement parce que dans cette période de recul et de difficultés, chaque parti pense trouver un intérêt à cette fusion, et espère régler ses problèmes de faiblesse. Marx critique le projet de programme et menace de se désolidariser du futur parti. Il estime que le POSD fait trop de concessions aux Lassaliens.

Le nouveau parti créé se renforce et les travailleurs se tournent vers lui. Dès la première année de sa construction il obtient 9 % des voix aux élections pour le Parlement. Un an auparavant les deux partis séparés avaient obtenu chacun 3 %.

Mais la bourgeoisie s'inquiète de l'agitation sociale, car elle a besoin de stabilité pour

renforcer le jeune Etat allemand. Bismarck fait voter une loi d'exception et interdit le Parti Social-Démocrate en 1878.

Dans un premier temps, le jeune parti subit le contrecoup, avec l'emprisonnement de nombreux de ses militants dont deux de ses principaux dirigeants, Bebel et Wilhelm Liebknecht. Mais rapidement le parti s'organise dans la clandestinité et fait paraître un journal clandestin et un autre public.

Pour compléter sa tentative de réduire l'influence du parti socialiste, Bismarck fait voter dans le même temps quelques lois sociales : indemnité en cas de maladies, d'accidents du travail ou d'invalidité. Mais les lois d'exception s'installent durement. Et elles durent onze ans. Au total, 15 000 militants sont touchés par la répression, et c'est 1 000 années de prison qui ont été distribuées.

Mais non seulement cette politique ne vient pas à bout du parti lui-même, mais celui-ci s'est au contraire aguerris et qualifié dans l'adversité. De plus, la population ouvrière démontre par ses manifestations et ses luttes qu'il est vain de maintenir ces lois. La bourgeoisie finit par se convaincre qu'il vaut mieux changer d'attitude, et abroge les lois d'exception en 1889, après une grève des mineurs.

Des intellectuels de valeur ont également rejoint le parti, qui peuvent se présenter comme les héritiers de Marx et d'Engels : Kaustky, Bernstein. Aux élections de 1889, le Parti Social-Démocrate allemand obtient 1 427 000 voix soit 20 %, et 35 députés. Il est le parti ouvrier le mieux implanté de tous les pays. Et pour les militants des autres pays, il apparaît comme le modèle, l'héritage aussi du travail de Marx et Engels, même si les choses sont en réalité plus compliquées.

EN FRANCE,

UN MOUVEMENT EMIETTE PAR MANQUE DE MATURATION SOCIALE ET POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE

En France, au lendemain de la Commune, Thiers le boucher déclare "que le sol est jonché de leurs cadavres ; ce spectacle affreux leur servira de leçon".

La bourgeoisie enfonce le clou, et sous le titre de loi pour la "protection des populations ouvrières", elle met en place de nombreuses dispositions pour interdire et tuer dans l'oeuf toute reconstruction du mouvement ouvrier. Cette loi interdit toute affiliation à une organisation internationale, elle a aussi pour but d'empêcher les grèves qui selon un député "sont le résultat de mauvaises pensées, le résultat d'un complot contre l'ordre social".

En 1872, 23 associations ouvrières se hasardent à créer un cercle de l'union syndicale ouvrière : elle est dissoute par le préfet de police car "il est bon de prévoir ce qu'elle pourrait donner à l'avenir". Pourtant, les statuts de cette association ne prétendent limiter son activité qu'à l'enseignement professionnel, au progrès matériel et moral des travailleurs. Cette répression continue en 1874, où l'Union des ouvriers des métaux de Lyon est dissoute et ses membres condamnés à de lourdes amendes.

Les procès contre les communards s'achèvent en 1875 et la levée de l'état de siège a lieu en avril 1876. Pendant cette période, alors que la répression fait descendre le nombre de

grèves de 110 en 1870, à 50 en 1873, de nouveau pour l'année 1875 le nombre de grèves remonte : il y en a 105.

Le 10 octobre 1876 à Paris a lieu un premier congrès ouvrier, congrès d'organisations d'entraide et de mutuelles. Il y a 360 délégués, représentant 93 organisations, et totalisant 15 à 20 000 adhérents. Ce premier congrès se veut corporatiste et est opposé à toute remise en cause de l'ordre établi. Il est très réformiste, très méfiant vis-à-vis du socialisme et des partis politiques Il y a d'un côté ceux qui font confiance à la République et au Parlement de la 3ème République pour voir aboutir les revendications et les autres qui parlent de grève et d'action. Le congrès ne prend aucune décision, mais il permet de renouer des liens entre militants, anciens et nouveaux.

En 1878, des militants socialistes décident d'organiser une conférence pour préparer la construction d'un parti de la classe ouvrière. Le gouvernement interdit cette conférence. La majorité des délégués recule et ne se déplace pas.

Mais 38 délégués se réunissent quand même. Ils sont arrêtés. Lors de leurs procès, c'est Jules Guesde qui les défend. Il est aussi responsable avec Lafargue, gendre de Marx, d'un petit groupe. Ils sont en relation avec Marx et Engels à Londres. Jules Guesde fait une défense collective de tous les accusés. Sa plaidoirie accuse le pouvoir, et elle est publiée sous forme de brochure et largement distribuée. Dans la foulée, un manifeste circule signé de 500 noms d'ouvriers dont beaucoup d'anciens communards de la 1ère Internationale. Il appelle les ouvriers à se regrouper pour lutter au jour le jour dans la perspective de changer la société.

En 1879 cette organisation voit le jour suite au congrès de Marseille. Elle s'appelle : la Fédération du Parti des Travailleurs Socialistes de France. Elle permet aux différentes tendances de se regrouper. Ce nouveau parti regroupe surtout des travailleurs spécialisés et des étudiants. Il dispose d'un hebdomadaire, l'Egalité.

Le 14 et 22 novembre 1881 se réunit le congrès national du Havre qui doit adopter le programme national. C'est l'explosion, cinq tendances se forment et se séparent. Ce sont d'abord les syndicalistes mutualistes et coopératifs, puis les anarchistes. Une troisième tendance forme l'Alliance Socialiste Républicaine. Et deux partis se proclamant socialistes se forment : le Parti Ouvrier Français (POF) avec Jules Guesde et Paul Lafargue, et le Parti possibiliste avec Paul Brousse, qui donne lieu à une nouvelle scission, la Fédération des Travailleurs Socialistes de France, avec Jean Allemane.

Devant cet éparpillement, les blanquistes prennent leur distance après avoir été attirés par le courant unitaire. C'est Edouard Vaillant, ancien militant de la Commune et qui à Londres s'est rapproché du marxisme, qui est le dirigeant réel des blanquistes. Blanqui à peine libéré de prison cette année 1879 a tout juste le temps de participer à la reconstruction du parti blanquiste, le Comité Central Révolutionnaire fondé en 1880.

Pourquoi toutes ces divisions ? D'abord la France à cette époque est encore très artisanale. Des concentrations ouvrières existent, certes, mais les dirigeants au prestige communard sont surtout des petits artisans ou des ouvriers très spécialisés des petits ateliers. Ils sont menacés par la grande industrie, ce qui renforce leurs tendances élitistes et corporatistes. D'autre part, la classe ouvrière dans son ensemble n'a pu, du fait de la répression, agir sur le terrain. Cela va renforcer les débats de chapelle, et les querelles ressortent du passé. Quand on n'a pas de grèves ou d'actions à organiser, le terrain est libre

aux discussions sans fin. Enfin Jules Guesde qui est en lien étroit avec Marx et Engels est visiblement coupé des réalités de la classe ouvrière en France. Il mène le combat politique, mais sans se montrer capable d'y mettre la forme appropriée. Voilà ce qu'en dit Engels dans une lettre à un dirigeants anglais :

"Etant donné les actuelles chamailleries entre l'Egalité, journal du Parti Ouvrier Français de Jules Guesde, et le Prolétaire, journal des possibilistes de Jean Allemane, il n'est pas possible de compter sur les Français. Il faudrait, en effet, se déclarer pour l'un des partis, ce qui a aussi ses méchants côtés. En ce qui nous concerne personnellement, nous sommes du côté de l'Egalité, mais nous nous garderons bien d'intervenir publiquement en ce moment, ne serait-ce que, malgré nos avertissement express, parce qu'elle fait gaffe sur gaffe sur le plan tactique."

Et puis il y a surtout des divergences politiques importantes. Pour parvenir à une société socialiste, faut-il une révolution ? ou une succession de réformes, une transformation progressive en partant des communes, des villages et des villes qui, étape après étape, se fédéreraient et feraient naître la société socialiste ? Le POF de Guesde est pour la révolution. Les possibilistes, avec Allemane sont plutôt pour les réformes ou la fédération progressive qu'ils nomment révolution communale. Ils sont influencés par Proudhon. Les anarchistes eux sont plutôt d'accord avec eux.

Ensuite concernant le parti : faut-il un parti national centralisé pour faire la révolution et remplacer l'Etat bourgeois par l'Etat ouvrier ? ou bien un parti fédéral, décentralisé qui s'adapte aux réalités locales et lutte au quotidien pour faire reculer le pouvoir de la bourgeoisie ? Le POF est pour un parti centralisé. Les possibilistes pour une fédération. Quant aux anarchistes, ils sont contre l'idée de parti, et le dénoncent comme une "dictature" ; ils sont divisés sur l'idée fédérale.

Faut-il un parti délimité clairement, avec son programme, ses actions et ses adhérents individuels ? Ou un parti large, regroupant des associations, des syndicats, des mutuelles, avec adhésions collectives aussi bien qu'individuelles ? Le POF est plutôt pour un parti délimité clairement et les possibilistes contre.

Sur les élections aussi : faut-il se présenter pour renforcer le parti et défendre largement le programme révolutionnaire ? ou pour faire une campagne locale et viser à opérer quelques réformes qui seront des étapes vers le socialisme ? Les anarchistes sont contre toute utilisation des élections. Pour les autres, la situation est plus confuse ; même les marxistes sont divisés. S'ils refusent l'idée d'étapes et de réformes progressives, ils se divisent sur la notion de révolution. Sera-t-elle violente, soudaine ou le résultat d'un renforcement du camp du prolétariat, au point de renverser la bourgeoisie affaiblie sans combats ?

Autre question qui divise les militants : la place des revendications économiques. Pour le POF, celles-ci ne sont que des étapes dans le renforcement de la conscience de classe du prolétariat. Le parti doit avoir un programme revendicatif, que les travailleurs peuvent reprendre dans leurs luttes face aux patrons. Mais l'idée est que ce programme doit viser à unir et renforcer la conscience révolutionnaire, en partant des combats quotidiens. Les possibilistes, eux, séparent au contraire les revendications en deux types : celles que la classe ouvrière peut obtenir par sa lutte aujourd'hui, et celles qui ne seront possibles qu'après, d'où leur nom de "possibiliste". Pour les anarchistes toute revendication est juste et n'importe laquelle peut déclencher la révolution.

Il faut se garder de comparer trop directement ces différences de tendances avec celles que nous pouvons connaître aujourd'hui. En 1880 beaucoup de dirigeants sont vraiment reconnus, certains ont fait de la prison, ont connu l'exil et se dévouent pour la classe ouvrière. Il n'y a pas de temps syndical, de place confortable dans les mairies ou ailleurs. Surtout, aucun de ces partis, n'a encore eu à affronter l'épreuve du feu, et aucun n'a jamais trahi. Ils sont la preuve de la jeunesse du mouvement ouvrier qui cherche ses solutions.

Ce débat d'idées indispensable se traduit également par une multiplication des journaux, favorisée par une loi nouvelle sur la presse en 1881. Il y a des journaux indépendants comme l'Intransigeant, l'Emancipation, ou la Revue Socialiste. Des journaux de parti comme Ni Dieu Ni Maître des blanquistes, L'Egalité du POF, Le Prolétaire des possibilistes, Le Révolté des anarchistes. Et des journaux socialistes, mais indépendants des partis, La Bataille de Lissagaray ou Le Cri du Peuple de Vallès.

Durant dix ans de 1878 à 1889, les différents partis se développent peu. Le nombre de leurs adhérents n'est pas connu avec exactitude. En gros, le parti le plus important est le parti possibiliste ; de son nom exact, la Fédération des Travailleurs Socialistes de France a environ 4 000 membres. Le Parti Ouvrier Français en a environ 2 000. Les blanquistes du Comité Central Révolutionnaire quelques centaines, mais avec une influence au moins égale à celle du POF. Enfin les anarchistes ont plusieurs groupes et sont au total peut être les plus nombreux : 5 000 ou 10 000.

Au niveau des élections aussi, les résultats restent faibles. Seulement 2 % des voix au niveau national et un député en 1878. Dix ans plus tard, en 1889, à peine plus de 3,5 % des voix et quatre députés. Tout se passe comme si la division des partis a repoussé bon nombre de militants vers le terrain syndical. Mais c'est aussi l'existence de courants importants comme les anarchistes, qui sont contre l'existence d'un parti ouvrier de la classe ouvrière, qui sont responsables de cette situation.

L'ANARCHISME PARE DE VERTUS LE MOUVEMENT SYNDICAL ET STERILISE LE PARTI POLITIQUE

Dans le mouvement syndical, c'est encore Jules Guesde qui se bat pour introduire les idées marxistes. Mais elle ne prennent pas largement, elles se heurtent à l'opposition des anarchistes. Il y a 60 000 syndiqués en 1881, malgré l'interdiction officielle du droit syndical. C'est en vertu d'une loi qui date du lendemain de la Révolution Française, la loi Le Chapelier de 1791, que sont toujours interdits pour les ouvriers les droits de grève, d'association et de coalition.

En 1884, l'Etat français décide de légaliser les syndicats. La nouvelle loi qui les légalise est critiquée par Jules Guesde : "C'est une épée de Damoclès suspendue sur la tête des syndicats", dit-il. Effectivement, la bourgeoisie, en légalisant les syndicats, crée l'obligation de déposer les noms des "administrateurs", c'est-à-dire des dirigeants et les tient à la merci de la répression.

La légalisation voit les syndicats se multiplier, sous la forme des anciennes chambres syndicales, mais aussi par l'apparition des premières fédérations de métiers, et ce qui est nouveau, par la création de bourses du travail.

Les bourses du travail sont créées sous l'impulsion des anarchistes. Pelloutier en est l'instigateur en 1887. L'idée de base est la suivante : permettre à tous les travailleurs d'une même localité de se retrouver dans un lieu qui soit à la fois un service de placement, de secours, et une caisse de chômage.

Un courant unitaire se forme dans les bourses comme dans les syndicats : et c'est ainsi que se constitue la CGT en 1895 au congrès de Limoges. Mais les idées et les militants de cette CGT là n'ont rien à voir avec celle de la CGT d'aujourd'hui ! C'est en fait une organisation marquée par l'idée de révolution sociale qui s'est constituée. Elle va être le creuset où se forge un courant typiquement français : le syndicalisme révolutionnaire.

Ce courant va donner naissance à des dirigeants de grande classe : un Griffuelhes d'origine blanquiste, des Pouget, Yvetot ou Delassalle. Dynamiques, dévoués, sincères, ils répondent en fait à l'incapacité du POF et de Jules Guesde de trouver le lien entre le discours socialiste du dimanche et la pratique quotidienne des entreprises. Ils sont également méfiants vis à vis de Jules Guesde dont ils ressentent qu'il voudrait domestiquer le syndicat à ses idées.

Voici comment Emile Pouget écrit ce que doit être selon lui "le turbin de la syndicale" : "Primo elle doit constamment guigner le patron, empêcher les réductions de salaires et autres crapuleries qu'il rumine. Si les prolos n'étaient pas toujours sur le qui-vive, les singes nous auraient vite réduits à boulotter des briques à la sauce aux cailloux. Deuzio, outre ce travail journalier, qui est la popote courante, y a une autre besogne, bigrement chouette : préparer le terrain de la Sociale."

La Sociale c'est bien sûr la Révolution. Mais il y a un "mais". C'est que ces anarcho-syndicalistes, sous prétexte de lutter contre le parlementarisme, contre le carriérisme des hommes politiques, vont laisser finalement la classe ouvrière fondamentalement désarmée face à l'Etat des patrons. L'action directe qu'ils préconisent peut sembler efficace à l'échelle d'un patron, mais elle est inefficace dès lors que l'Etat bourgeois intervient, réprime, lui de façon efficace, centralisée et politique.

Refusant l'activité politique et l'idée de parti, ils se rabattent sur l'idée de la grève générale qui devient dans leur bouche une sorte de moyen miracle. L'idée qu'il suffirait de se croiser les bras pour vaincre le capitalisme est évidemment fausse. Elle va se révéler un mythe qui cache l'absence d'idées politiques.

Les dix années qui suivent la naissance de la CGT connaissent un renforcement régulier et important du mouvement ouvrier. Mais ce renforcement ne se traduit que sur le plan syndical, le nombre de syndiqués double et atteint les 806 000 en 1906. Et pire encore, la méfiance dans le parti politique devient une véritable institution en France.

Quand Victor Renard, un guesdiste, explique aux syndicalistes révolutionnaires qu'il fait bien de la politique le 1er mai, lors de la lutte pour la journée de 8 heures, en parlant d'anti-parlementarisme et d'anti-militarisme, il provoque la réaction de Griffuelhes qui fait voter une motion interdisant à tout syndiqué "d'introduire dans le syndicat les idées qu'il professe dehors".

Ce texte qui prendra le nom de "Charte d'Amiens" consacre, en France, la séparation entre le parti et le syndicat. Cette motion sera votée par 834 voix pour et 8 abstentions dûes

aux guesdistes. Et ces 834 voix proviennent aussi bien des tendances réformistes que révolutionnaires.

LE MOUVEMENT OUVRIER ANGLAIS SE RAPPROCHE DEJA DE L'ETAT BOURGEOIS

Des trois grands pays capitalistes, la Grande-Bretagne est sans doute celui où les idées révolutionnaires ont le moins de succès. Ce n'est pas que les Anglais soient faits d'une matière spéciale. Leur pays a même connu la première forme d'un mouvement ouvrier politique d'ampleur nationale, avec le Chartisme, avant 1848.

Mais la richesse de sa bourgeoisie lui permet de constituer très tôt une aristocratie ouvrière. Le tournant commence à être pris dans les années 1840. Les horaires de travail sont réduits, les salaires augmentent, au lieu d'être pressurés. Cela n'interdit pas les profits d'augmenter, car les patrons peuvent jouer sur d'autres facteurs, et ils jouent sur le rendement, la productivité.

Ce tournant est pris sur le plan politique en 1867, avec la reconnaissance du droit de vote à la classe ouvrière. Le calcul politique de la bourgeoisie est que la nouvelle aristocratie ouvrière, tenant à ses privilèges, sera la mieux placée pour influencer moralement et politiquement l'ensemble des votes et des idées ouvrières. Les organisations syndicales, les Trade-Unions, sont d'ailleurs essentiellement présentes parmi les travailleurs qualifiés, et elles contribuent, par leurs positions réformistes, au maintien de l'ordre social dans la classe ouvrière. Le premier congrès national des Trade-Unions a lieu en 1868.

Ce n'est pas parce que la bourgeoisie a décidé de s'accommoder des syndicats, qu'elle se prive de coups de griffe parfois terribles sur la classe ouvrière. Ainsi, on voit en 1873, seize femmes de travailleurs agricoles en grève condamnées aux travaux forcés, pour avoir "intimidé" des "travailleurs jaunes". Les lois prévoient des peines de prison et considèrent comme criminels ceux qui empêchent le travail de se faire.

Et ce n'est pas parce que le patronat, ses députés et ses hommes de lois se montrent féroces quand ils le veulent vis-à-vis des travailleurs, que les syndicats rompent leurs négociations ou leurs relations avec eux. Ils ne cessent de faire passer avant tout leur préoccupation d'être reconnus.

Au congrès de 1874, les Trade-Unions ont un million d'adhérents. Les Trade-Unions imposent, comme il est de coutume, l'union avec le parti libéral pour les élections à venir. Ils espèrent de ce parti le vote de lois sociales et la reconnaissance officielle des Trade-Unions. Le parti libéral n'est pourtant qu'un parti bourgeois, opposé à l'autre parti bourgeois, le parti conservateur, en place au pouvoir.

Les libéraux se retrouvent majoritaires à la Chambre. Ils font des lois autorisant le droit de grève, la reconnaissance des syndicats et instituant l'obligation du contrat de travail. En retour, ces lois favorisent largement le vieil appareil des Trade-Unions, qui apparaît comme responsable de ces succès.

Ainsi, dans le cas de la Grande-Bretagne, on assiste à la constitution dès le milieu du 19ème siècle d'une aristocratie ouvrière, et aussi d'une bureaucratie syndicale qui joue un rôle

conservateur au sein même des entreprises, et qui maintient en même temps à l'écart de la vie politique et organisée les couches les plus arriérées des travailleurs.

UN MOUVEMENT DE LA JEUNESSE ET DES OUVRIERS NON QUALIFIES CONTRE LA BUREAUCRATISATION DES SYNDICATS

Mais en même temps que ce syndicalisme s'installe et commence à collaborer avec la bourgeoisie, un nouveau courant apparaît, parmi une génération de militants plus jeunes. Il s'appuie sur les couches de travailleurs que le vieux syndicalisme néglige, les plus mal payés, les ouvriers non qualifiés.

Cette jeune génération rencontre les idées socialistes dans des organisations comme la Fédération Démocratique et Sociale fondée en 1881 par Hyndman. Hyndman est un riche homme d'affaires qui se convertit d'un coup au socialisme en lisant Le Capital de Marx. Son organisation fait campagne pour la journée de 8 heures en 1883, et prend la tête d'importantes manifestations de chômeurs en 1886 et 1887. Elle influence des jeunes artisans de Londres.

L'un d'eux, Tom Mann, ouvrier mécanicien, publie en 1886 une brochure qu'il intitule pour la journée de 8 heures, où il s'en prend aux syndicats :

"Je désire lancer un appel particulier aux syndicalistes, écrit-il. Pendant combien de temps, oui, combien de temps, vous contenterez-vous de la politique tiède de vos syndicats ? Je reconnais volontiers que dans le passé les syndicats ont fait du bon travail, mais, au nom du ciel, quelle bonne cause servent-ils maintenant ? On trouve partout un grand nombre de chômeurs, même dans les branches d'industrie prospères. Les associations importantes n'ont d'autre but que d'empêcher les salaires de baisser. On semble avoir totalement perdu de vue la véritable politique syndicaliste, qui est l'attaque ; en fait le syndicaliste moyen d'aujourd'hui est un homme à l'intelligence sclérosée, tantôt apathique parce que sans espoir, tantôt soutenant une politique qui fait le jeu de l'exploiteur capitaliste."

Tom Mann n'est pas seul. John Burns, qui a les mêmes origines socialistes, James Keir Hardie, jeune dirigeant des mineurs écossais, reprennent les mêmes critiques. Chose étonnante, une filiale des Chevaliers du Travail américains prend pied en Grande-Bretagne. En 1886-87, ils sont des centaines de milliers aux USA. Le mouvement ne fait qu'une dizaine de milliers d'adhérents en Grande-Bretagne, mais à partir de là, l'idée s'étend qu'il est possible de faire agir ensemble syndiqués et non-syndiqués, et que le syndicat doit être universel, et non réservé aux travailleurs qualifiés.

Ainsi, en 1889, un jeune Irlandais d'une usine à gaz, membre lui aussi de la Fédération Démocratique et Sociale, développe un tel syndicat. Illettré, il est aidé par la fille de Marx, Eleanore. En quatre mois, il y a 20 000 membres. Le syndicat impose trois équipes au lieu de deux, ce qui ramène la journée de travail de douze heures à huit. Ces nouveaux syndicats, qui recrutent surtout des ouvriers mal payés, ont des cotisations plus basses, et se montrent plus agressifs. Ils recrutent les travailleurs quels que soient leurs métiers, comme l'indique le mot "général" qui se trouve souvent dans leur dénomination. Mais cela ne suffit pas. L'absence d'un parti politique de la classe ouvrière reste un problème. Et on les voit évoluer et se mettre à ressembler au vieux syndicalisme.

C'est que comme les anciens syndicats, ils ne peuvent qu'aspirer à être reconnus pour

pouvoir jouer leur rôle, et ils subissent d'autant plus vite les pressions de la société en place, que la politique patronale est maintenant au point. C'est la nature même de l'organisation syndicale qui a pour limite d'oeuvrer dans le cadre de la société.

Un certain nombre des militants qui avaient à l'origine de la fondation des nouveaux syndicats resteront fidèles à leurs idées. C'est eux qui en 1893, vont contribuer à la fondation du parti socialiste en Grande-Bretagne, le Parti Travailleiste Indépendant, l'ILP. Keir Hardie, qui se trouve alors dans la région lainière du West Riding, en est le leader. Et l'ILP sera en Europe un des rares partis de la seconde internationale à ne pas sombrer dans le chauvinisme.

LE MOUVEMENT OUVRIER RENAIT, MAIS MARX ET ENGELS PREFERENT COMPTER SUR UN EVENEMENT REVOLUTIONNAIRE POUR PROCLAMER UNE NOUVELLE INTERNATIONALE

Dans d'autres pays européens aussi, au Danemark, en Autriche, en Italie, en Belgique, mais également au Japon, aux USA, des partis ouvriers socialistes se constituent dans la même période.

Marx et Engels ne se sont nullement pressés de forcer le cours des choses et d'aller vers la création d'une internationale formelle. L'important pour eux est que des liens existent entre ouvriers de différents pays.

Engels, s'en explique dans une lettre - la même déjà citée précédemment à un militant anglais. Pour lui le moment n'est pas encore venu de reconstituer l'Internationale pour trois raisons : d'abord, la politique répressive des bourgeoisies d'Europe en 1882 obligerait à la clandestinité, et dans ces conditions une telle création ne pourrait déclencher l'élan d'enthousiasme espéré. Ensuite, en France, le parti n'est pas prêt de voir le jour. Enfin, le parti anglais n'est pas, lui non plus, pour demain.

Pour Engels, "la liaison entre les ouvriers révolutionnaires de tous les pays, pour autant qu'elle puisse être efficace, est là". Et il explique :

"...Il ne faut pas galvauder une telle manifestation (de proclamation de l'Internationale) tant qu'elle ne peut avoir un effet percutant, autrement dit tant que les événements européens ne la provoqueront pas. Sinon on gâche l'effet pour l'avenir et on ne donne qu'un coup d'épée dans l'eau. Or, de tels événements se préparent en Russie, où l'avant garde de la révolution trouvera à frapper un grand coup. Cela et son contrecoup est inévitable. En Allemagne, il faut savoir attendre, et - à notre avis - le moment sera venu alors pour une grande manifestation et la reconstruction d'une Internationale formelle, officielle, qui justement ne saurait plus être une simple société de propagande, mais un parti pour l'action. C'est pourquoi nous sommes décidément de l'avis qu'il ne faut pas affaiblir un organe de lutte aussi remarquable, en usant (et en abusant) à une époque relativement tranquille, mais à la veille de la révolution."

C'est peu après la rédaction de ce texte que Marx meurt, en 1883. Six ans plus tard - en 1889 - la situation n'a pas vraiment changé sauf sur un point : la répression s'est adoucie, avec l'autorisation des syndicats en France, la fin des lois d'exception en Allemagne. Les pressions pour recréer une Internationale se renforcent.

En fait, Engels - qui est au yeux de tous le dépositaire de la 1ère Internationale depuis

la mort de Marx - va se retrouver devant un fait accompli. Dans une autre lettre à un révolutionnaire américain, Sorge, il précise que : "L'essentiel (dans la création de la 2ème Internationale), et cela a été pour moi le motif pour entrer dans le jeu, c'est que réapparaît la vieille coupure de l'Internationale, la vieille bataille de la Haye." C'est-à-dire le retour des conceptions réformistes ou anarchistes.

Il conclut : "Au demeurant, le congrès ne doit guère avoir d'importance. Je n'y assisterai pas Naturellement, je ne peux continuellement me relancer dans l'agitation. Mais les gens veulent maintenant recommencer à jouer aux congrès et alors il vaut mieux qu'ils ne soient pas dirigés par Brousse et Hyndman. Il est tout juste encore temps de leur mettre des bâtons dans les roues."

Ce sont en effet les possibilistes, en France, et les Trade Unions anglais qui en 1888, lancent un appel pour un congrès international des travailleurs. Les Belges, les Suisses soutiennent l'initiative. Engels devant cette situation est obligé de réagir. Il ne peut prendre le risque de laisser se construire n'importe quoi, de voir dilapider le capital politique et de faire disparaître les acquis de la 1ère Internationale.

Il incite le Parti Ouvrier Français à lancer lui aussi un appel pour un congrès international à Paris au même moment. Et cet appel est soutenu par les Allemands du PSDA. Une fois ce contre-feu allumé, Engels s'appuie sur le Parti Social-Démocrate allemand pour essayer de négocier avec les possibilistes français la tenue d'un congrès unique. C'est Liebknecht qui est chargé de cette mission.

Mais les possibilistes reçoivent le soutien des anarchistes italiens et espagnols, et il n'est pas possible de trouver un accord. C'est donc deux congrès qui se tiendront entre le 14 et le 21 juillet 1889.

LA FONDATION DE LA DEUXIEME INTERNATIONALE (1889) PRISE EN MAINS PAR ENGELS

Le congrès des possibilistes et des Trade Unions anglais a lieu rue de Lancry. Celui appelé par les marxistes et les blanquistes a lieu rue de Pétrelle. Des anarchistes sont présents dans les deux.

Le premier est le plus nombreux en délégués : 600 délégués, venant de 14 pays. Les Anglais et les Français représentent la moitié de la délégation. Mais il s'avère incapable de construire un projet cohérent, et ne prend comme véritable décision que celle de convoquer un autre congrès, l'année suivante.

Le congrès de la rue de Pétrelle regroupe 414 délégués de 23 pays. Les Allemands sont en nombre : plus de 81 dont Liebknecht, Bebel, Bernstein, Clara Zetkin. Les Belges Anseele, Vandervelde. Les Italiens Adrea de Coste, Cipriani. L'Autriche avec Adler. Nieuwenhuis de Hollande, Plekhanov de Russie, Iglesias d'Espagne, etc. Les Français sont Vailland, Guesde, Lafargue, Longuet.

Le discours d'ouverture est dit par Lafargue, gendre de Marx. Il fait le bilan du développement du mouvement ouvrier dans tous les pays et conclut : "Vous êtes tous des frères et n'avez qu'un seul ennemi, le capital privé, qu'il soit prussien, anglais ou chinois."

Il est décidé d'organiser tous les ans et dans tous les pays où l'Internationale est présente des grèves et des manifestations pour le 1er mai en faveur des huit heures. Il est réaffirmé la nécessité de l'activité politique autonome des partis et organisations ouvrières.

Les anarchistes, partisans de Kropotkine ou de Bakounine notamment, sont contre la participation à toute élection politique : ni aux parlements, ni aux mairies. Ils sont aussi contre les luttes revendicatives pour améliorer la législation sociale.

Pour les marxistes, les luttes économiques sur les salaires et les conditions de travail doivent être encouragées et organisées. Il s'agit dans ces luttes que le prolétariat fasse l'expérience de l'affrontement avec la bourgeoisie, et accumule les succès pour être plus fort le jour de la révolution. Toute victoire contre la répression, pour l'élargissement des libertés, sur des avantages économiques, ou sur le terrain électoral, est un moyen de renforcer le parti, outil de la révolution.

Engels ne participe pas à ce congrès, car il préfère en limiter l'importance et il précise même à Lafargue que les Allemands "ne peuvent se permettre à jouer des organisations internationales, qui sont pour le moment aussi impossibles qu'inutiles". Il enfonce le clou en précisant qu'ils combattront la "nostalgie d'une reconstruction de l'Internationale sous une forme ou sous une autre".

Jusqu'en 1893, chaque congrès est le lieu d'un combat politique avec les anarchistes de toutes tendances : les uns sont exclus, au congrès de Bruxelles en 1891, les autres la quittent, au congrès de Zurich en 1893.

Engels meurt en 1895, sans voir éclore l'Internationale à laquelle il aspirait. Mais une Internationale est là. Elle est formée de partis, dont certains sont réellement influents, et elle est présente dans tous les pays d'Europe, en Russie, aux Amériques, au Japon. Des contacts existent en Chine, en Australie et en Inde.

De loin, le Parti Social-Démocrate Allemand est le parti le plus fort et le plus influent. En 1900 il obtient aux élections l'équivalent en voix de tous les autres partis réunis, à savoir 1,5 millions. Le syndicat, dirigé par des membres du parti, regroupe à la même époque 650 000 adhérents. Seuls les Trade Unions anglais font mieux avec un million d'adhérents. Mais le syndicat anglais n'a pas, à juste titre, le même prestige aux yeux des militants. Le parti allemand dispose de presque 60 journaux, de nombreuses écoles de musique ou de dessin, d'associations d'entraide, etc. Enfin, et cela compte pour beaucoup, le parti allemand a prouvé sa capacité à traverser douze années de répression et d'illégalité, non seulement sans disparaître, mais en renforçant ses qualités, son audience et la trempe de ses militants.

Ce n'est pas en imposant des structures, ni dans le parti, ni dans l'Internationale, qu'Engels et ses camarades ont réussi à lui donner cette autorité. Même les résolutions des congrès n'ont pas un caractère obligatoire. L'autorité acquise en 1900, par le PSDA est le résultat d'un travail politique sur le terrain et de la vérification visible par tous des résultats obtenus.

A LA MORT D'ENGELS, LE REVISIONNISME SORT LA TETE

Dès la mort d'Engels, un problème tout à fait nouveau apparaît, c'est le révisionnisme, ou révision de l'ancienne théorie. Des intellectuels de prestige commencent à théoriser l'idée que le marxisme doit être modifié.

C'est Edouard Bernstein, socialiste allemand, adhérent de la première heure au Parti Social-Démocrate Allemand d'Eisenach, avant 1873, qui théorise les tendances à remplacer l'idée marxiste d'une révolution politique indispensable par une lutte régulièrement victorieuse menant à une succession de réformes. Il constate que la révolution prolétarienne, prédite par Marx et Engels dans le Manifeste, n'a pas eu lieu et en conclut que le capitalisme s'adapte, qu'il est en passe de résoudre ses contradictions économiques. Bernstein se défend cependant de ne plus croître à la conquête par le prolétariat du pouvoir économique et politique :

"J'ai simplement nié, dit-il, que l'effondrement de la société bourgeoise soit proche et j'ai dit que la social-démocratie ne devait pas fonder sa tactique sur l'espoir d'une catastrophe imminente - les partisans de cette théorie apocalyptique invoquent à leur appui le Manifeste Communiste -. Le Manifeste Communiste appréciait correctement les tendances générales de l'évolution de la société bourgeoise, mais il faisait une erreur dans plusieurs de ses conclusions, notamment dans l'évaluation du temps que nécessiterait cette évolution. Et puisque l'évolution économique a pris un cours beaucoup plus lent que celui escompté, nous devrions nous trouver dans une situation que le Manifeste ne prévoyait pas. La situation économique ne s'est pas aggravée comme l'avait prédit le Manifeste. Il est absurde et inutile de se dissimuler ce fait."

Le nombre des possédants qui s'accroît et l'élévation du niveau de vie sont pour Bernstein des signes d'adaptation du capitalisme. Celle-ci se fait, selon lui, notamment grâce au système du crédit, qui facilite l'échange et accroît les capacités de production. Autre moyen d'adaptation : les cartels. Ces ententes entre gros capitalistes au sein d'une même branche d'industrie permettant, selon Bernstein, la régularisation de l'offre et de la demande.

La transformation de la société doit donc se faire progressivement, par des réformes sociales, grâce aux syndicats de plus en plus puissants. Il y aurait ainsi un contrôle social de plus en plus étendu sur les conditions de la production, et la législation ferait du propriétaire un simple administrateur, jusqu'au jour où on enlèverait au capitaliste, rendu docile, la direction et l'administration de son entreprise.

Enfin le parti modifiera, au moyen de réformes parlementaires, le rôle de l'Etat, pour le transformer d'appareil de domination de classe en appareil de gestion démocratique de toute la société.

UNE EVOLUTION PROFONDE DU CAPITALISME QUI TOUCHE LA SOCIETE, LA CLASSE OUVRIERE ET LE PARTI

Le révisionnisme est condamné au congrès de 1899, à nouveau à celui de 1901, et encore une fois à celui de 1906. Bref, il est condamné de congrès en congrès, mais il est toujours là. En fait l'explication de fond est à chercher du côté de l'évolution du capitalisme lui-même. Et 1895 est de ce point de vue le début d'un nouvel essor - qui va durer 20 ans - du capitalisme, après une période de relative récession.

L'expansion des pays industrialisés entraîne dans le circuit mondial les économies retardataires. Le partage des colonies s'achève, contribuant à la fois au développement des pays colonisateurs et à l'aggravation de la concurrence entre les grandes puissances. Avec les débouchés que représentent les colonies pour les capitaux européens, le capitalisme commence à créer un prolétariat universel de manière brutale.

Par contre dans les métropoles européennes, il favorise la création, de ce qu'on a appelé un prolétariat au col blanc, formé de cadres administratifs, commerciaux et techniques qui peut faire penser que les contradictions s'atténuent, à condition de ne regarder que l'Europe. En réalité même si l'exploitation sauvage ne disparaît pas dans les pays riches, le coolie chinois ou le travailleur de Saint-Pétersbourg se substituent déjà à l'enfant londonien ou parisien dans la charge de faire fonctionner le capital par les plus forts taux de profits.

Parallèlement, la bourgeoisie, par touches successives, fabrique maintenant dans toutes ses métropoles une aristocratie ouvrière privilégiée. Elle choisit dans telle ou telle corporation une fraction de travailleurs et leur octroie un privilège ou un autre : sécurité de l'emploi, ou salaires plus élevés, ou temps de travail plus court, ou l'octroi d'une petite propriété, etc.

Après quoi elle fait tout un effort pour mettre dans le crâne de ces travailleurs que leurs intérêts sont particuliers et liés au sort de leur patron et de l'Etat. Et c'est en partie vrai. En effet pour que les patrons et l'Etat maintiennent les privilèges de l'aristocratie ouvrière, il faut que les profits se développent, et pour les développer, il faut maintenir et renforcer l'exploitation des autres couches de travailleurs et aussi les travailleurs des colonies. En fait, le capitalisme entre dans une nouvelle phase : l'impérialisme.

Le révisionnisme est donc la traduction, consciente ou inconsciente, du développement de cette aristocratie ouvrière, de sa présence dans la société capitaliste allemande, de son influence jusqu'au cœur du parti ouvrier, de son aspiration à voir son sort finalement s'insérer dans la société capitaliste au lieu de prendre les risques inhérents à un changement social.

Mais il a également fallu un choix politique conscient de la part de la bourgeoisie pour réussir à faire entrer dans le parti ouvrier les germes de pourrissement. Il a fallu qu'elle cesse sa vieille politique où seul le bâton était utilisé à l'encontre des travailleurs et de leur aspiration à s'organiser. Il a fallu qu'elle expérimente, et se décide au contraire à lui octroyer d'en haut le droit de s'organiser, pour mieux lui instiller son poison, ses idées sur la possibilité d'améliorer son sort, de façon à substituer cet espoir à l'espoir collectif que le marxisme avait construit par des générations de travail militant.

Au départ, c'est peut-être seulement par la force des choses que la bourgeoisie a fait ses premières expériences. Ainsi, c'est devant l'ampleur que prend le Parti Social-Démocrate Allemand, que Bismarck, après avoir utilisé la manière forte pendant douze ans, de 1878 à 1890, choisit de lâcher du lest sur le terrain social. Il s'inspire des expériences du sidérurgiste Krupp, pionnier en la matière, et met en place des lois sociales en faveur des ouvriers. Assurance maladie obligatoire en 1883 et assurance pour les accidents du travail à la charge du patronat, retraite à 65 ans et système d'assurance vieillesse et d'invalidité en 1889.

En France, après la reconnaissance du droit syndical en 1884, l'Etat institue en 1892 la

journée de 12 heures dans l'industrie ; en 1898 la mise en place d'une assurance obligatoire pour les accidents du travail ; en 1900 la journée de 10 heures ; en 1904 la création des inspecteurs du travail ; en 1906 celle du ministère du Travail et de la Prévoyance ; et enfin en 1907, la loi sur le repos hebdomadaire.

Sur le plan politique, la bourgeoisie permet aux socialistes d'avoir des députés au parlement mais aussi des conseillers municipaux. Ainsi, à partir de 1900, et même plus tôt dans le cas de la France, les partis de l'Internationale connaissent un essor de leur développement dans un contexte tout à fait légal.

Voici par exemple la progression du POF de Jules Guesde : en 1881 1 élu, 1885 3 élus, 1889 12 élus, 1893 15 élus. Fait significatif, les organisations de base du parti, les réunions se font sur une base géographique, plus proche des circonscriptions électorales et pas sur la base des entreprises.

Il est donc évident que rapidement, la bourgeoisie est passée du stade de l'expérience à celui de l'application à large échelle, et de manière suivie. En réussissant à intégrer des élus, à calmer les ardeurs militantes des organisations syndicales, en se rendant compte qu'il lui était plus facile de gérer les crises en se servant de leur intermédiaire, en découvrant qu'il était ainsi possible de diviser le mouvement ouvrier en y favorisant un courant réformiste, la bourgeoisie a pris de plus en plus d'assurance pour aller dans cette voie.

LA CONFUSION POLITIQUE L'EMPORTE, RARES SONT CEUX QUI LUTTENT CONTRE L'ENGOURDISSEMENT DU PARTI

Parce qu'elle se produit à l'intérieur même du parti, la déviation vers le révisionnisme est difficile à voir et surtout à analyser, même pour ceux qui vont combattre son existence et resteront fidèles au marxisme jusqu'au bout.

Voici par exemple comment Rosa Luxembourg pose le problème dans une lettre à des amis en 1898 :

"Savez-vous ce qui maintenant ne me laisse aucun repos ? Je ne suis pas satisfaite de la manière dont on écrit la plupart des articles dans le parti. Tout est si conventionnel, si stéréotypé. (...) Je crois que la raison en est que la plupart du temps les gens oublient, en écrivant, de descendre assez profond en eux-mêmes pour ressentir toute l'importance et la vérité de ce qu'ils écrivent. Je crois que chaque fois, chaque jour, chaque article, on doit vivre aussi des mots vivants, venant du coeur et allant au coeur, pour parler des choses anciennes et connues. Mais on s'habitue tellement à une vérité, qu'on débite les choses les plus profondes et les plus grandes comme un notre-père."

Mais là où Rosa voit un problème de coeur, il y a aussi un problème de classe sociale. C'est l'influence de plus en plus grande de la bourgeoisie, c'est le contact trop étroit avec la petite-bourgeoisie ou avec l'aristocratie ouvrière, qui commencent à provoquer cette première déformation, et qui fait que les cris de vérité élevés depuis Marx et Engels au coeur de la classe ouvrière, commencent à sonner faux.

Rosa Luxembourg est vite à la pointe du combat théorique contre les idées préconisées par les réformistes. Elle est plus jeune qu'eux, et c'est une femme, ce qui provoque des

rancoeurs et parfois même des insultes. En 1898, elle publie "Réforme sociale ou révolution", où elle entreprend de répondre à tous les arguments de Bernstein.

En 1899, en France, pour la première fois, un socialiste met en application ouvertement, dans les faits, la politique qui consiste à vouloir changer la société de l'intérieur, par des réformes, au lieu de la renverser. Alexandre Millerand, député socialiste, avocat de formation, entre dans un gouvernement bourgeois au poste de ministre du Commerce, dans le cabinet du radical Waldeck Rousseau.

Dans l'Internationale, cette décision est célébrée comme un tournant historique. Jaurès salue le courage des socialistes français qui envoient un des leurs "dans la forteresse du gouvernement bourgeois". Il justifie ce pas en disant que l'évolution de la société capitaliste vers le socialisme engendre une nouvelle étape intermédiaire au cours de laquelle le pouvoir politique est exercé en commun par le prolétariat et la bourgeoisie. Et que la participation d'un socialiste au gouvernement en est le début de la traduction.

Rosa Luxemburg est intransigeante : "Dans la société bourgeoise, écrit-elle, l'essence de la social-démocratie lui dicte le rôle de parti d'opposition ; elle ne doit devenir parti de gouvernement que sur les ruines de l'Etat bourgeois."

Le congrès général socialiste convoqué en 1899, salle Japy, regroupant l'ensemble des organisations socialistes, adopte une position de compromis, affirme que la lutte des classes n'autorise pas l'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois, mais ajoute que dans des circonstances exceptionnelles "on peut envisager une pareille éventualité". En fait, la préoccupation qui prévaut est de préserver l'unité.

Seulement, derrière cette unité de façade, il y a un germe de pourrissement considérable : il y a bel et bien non seulement maintenant désaccord théorique, mais aussi désaccord dans la pratique. Et cette situation ambiguë va durer ainsi. Mais elle ne fait que servir de camouflage très pratique aux tendances réformistes qui se développent de plus en plus.

Le congrès de 1900 à Paris vote une motion surnommée "caoutchouc", rédigée par Kautsky : elle condamne le révisionnisme mais en même temps l'admet. Le congrès de 1903 vote la "condamnation des tendances révisionnistes tendant à changer la tactique éprouvée et victorieuse basée sur la lutte des classes". Mais Jaurès vote contre, estimant qu'un attachement exclusif à la lutte des classes ne peut conduire qu'à la stérilité politique.

Cette confusion sur le plan des principes s'accroît encore par une tendance à fusionner les organisations socialistes. C'est d'abord le Parti Socialiste de France qui est fondé en 1901. Il regroupe les marxistes proches de Jules Guesde et les blanquistes d'Edouard Vaillant. C'est ensuite la fusion avec le parti de Jaurès en 1905. Le nouveau parti s'intitule : le Parti Socialiste Unifié, Section Française de l'Internationale Ouvrière. Il obtient 51 députés en 1906 et un nombre important de municipalités.

En 1901 aussi, se réunit en Angleterre la première conférence du "Labour Representation Committee", qui réclame la constitution d'un parti ouvrier indépendant. Son premier secrétaire est Ramsay Mc Donald. 30 députés sortis de ses rangs sont élus, le nombre de ses adhérents gonfle vite : 376 000 en 1901, 469 000 en 1902, 861 000 en 1903.

En 1906, les députés élus fondent le Labour Party, le Parti du Travail. Mais dès le lendemain de sa fondation, la direction parlementaire est en opposition avec la base ouvrière du parti.

En Russie, c'est en 1898 qu'est fondé le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie, lors du congrès de Minsk. Lénine combat les nombreuses tendances qui sont des manifestations théoriques de la petite-bourgeoisie, ou des déviations du marxisme : les populistes, les marxistes légaux, les économistes. "Il faut nous définir nettement, répète-t-il. Tant pis si on est moins nombreux, pourvu qu'on soit unis." L'unité, pour Lénine, ce n'est pas seulement le nombre. C'est d'abord la réalité de conception commune, c'est ensuite la traduction concrète par des liens solidaires et efficaces.

Concernant l'importance respective du syndicat et du parti, Lénine est parfaitement clair. Il souligne sans cesse que les revendications économiques n'aboutiront jamais à une amélioration substantielle des conditions de travail, si elles ne sont pas soutenues par une action d'ordre politique. Il écrit en 1902 : "Coupé de la social-démocratie (c'est-à-dire de son parti politique), le mouvement ouvrier dégénère et s'embourgeoise inévitablement", écrit-il ; en se cantonnant dans la lutte économique, la classe ouvrière perd son indépendance politique, se traîne à la remorque d'autres partis, trahit la grande devise "l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".

En 1903, au deuxième congrès du POSDR, Lénine provoque une scission. Il propose le texte suivant : "Peuvent être membres du parti tous ceux qui reconnaissent le programme, soutiennent matériellement le parti et adhèrent à l'une de ses organisations." Il s'oppose à Martov dont le projet de texte au lieu de finir par "adhèrent à l'une de ses organisations", dit seulement : "lui prêtent une aide personnelle régulière".

Pour Lénine, ce n'est pas suffisant et il faut se démarquer des bavards, en exigeant la soumission à la discipline d'une organisation à laquelle on adhère. Tandis que Martov voulait éviter de se couper de certains sympathisants dans la petite bourgeoisie intellectuelle. Lénine l'emporte et obtient la majorité du congrès d'où les noms de Bolcheviks, pour majoritaires et de Mencheviks pour minoritaires.

Rosa Luxembourgeois n'accepte le point de vue de Lénine, et rédige une brochure intitulée "Problèmes d'organisation dans la social-démocratie russe", où elle s'en prend au centralisme voulu par Lénine.

Au fil des ans, les partisans de la méthode parlementaire et des réformes progressives, s'enrichissent de nouvelles têtes dans toute l'Internationale. En Allemagne : Bernstein, Scheidemann, Ebert, Noske, Legien, David ; en France : Millerand, Jaurès, Viviani, Thomas ; en Belgique : Vandervelde ; en Hollande : Troelstra et Vliegen ; en Autriche : Hilferding, Adler, Bauer ; en Italie : Bissolati, Bonami, Mussolini, Turati.

Ceux qui restent attachés à la lutte des classes sont : Rosa Luxembourgeois, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin en Allemagne ; Merrheim, Monatte, Rosmer, Guesde en France ; Holst, Gorter, Pannekoek en Hollande ; Ferri, Labriola en Italie ; Lénine, Plékhanov, Martov, Trotsky en Russie.

Rosa Luxembourgeois, qui ne voit le problème que sur le strict plan des idées, croit que le révisionnisme est sur la voie de sa fin au congrès de 1903, parce qu'une motion le condamne.

Mais si en Allemagne, on ne voit effectivement pas des socialistes se mettre à participer au gouvernement, c'est uniquement parce que les institutions bourgeoises ne permettent pas de l'envisager.

LA REVOLUTION RUSSE DE 1905 JETTE UN COUP DE PROJECTEUR ALARMANT SUR L'ETAT REEL DE L'INTERNATIONALE

En 1905, éclate la première révolution ouvrière russe. Elle prend la forme d'une vague ininterrompue de grèves. Ces grèves ne ressemblent pas à celles que l'on connaît en Allemagne ; elles ne sont pas cantonnées par corporation ou par métier, et elles passent très vite des revendications économiques à des revendications politiques.

Dans toute l'Europe, les travailleurs regardent le mouvement ouvrier russe avec sympathie. En Allemagne les travailleurs des mines de la Ruhr se mettent en grève. Ils veulent des lois pour le respect des mesures de sécurité dans les mines et les usines.

Les syndicats, dirigés par le Parti Social-Démocrate s'y opposent, parce que la réalité du mouvement est en fait politique. Au congrès des syndicats, en mai 1905, à Cologne, c'est un tir de barrage des dirigeants syndicalistes. Ils reprochent l'aventurisme de certains dirigeants du parti et font voter - malgré l'opposition des mineurs et des métallos - une motion condamnant l'idée de grève générale. Ils ajoutent qu'ils ont besoin de calme pour poursuivre le recrutement des adhérents. Otto Hué, dirigeant du syndicat lance des attaques raciales contre Rosa et l'invite à retourner en Pologne.

Rosa répondra plus tard : "La chose la plus importante est d'instruire les masses, et là, nous ne devons pas être aussi prudent que les syndicalistes de Cologne. Les syndicats ne doivent pas devenir leur propre objet final et être un obstacle à la liberté de manoeuvre des ouvriers. Quand tirerez-vous enfin les leçons de la révolution russe (de 1905) ? Là, les masses ont été jetées dans la révolution : pas trace de syndicat, et pas à pas elles ont construit et fortifié leurs organisations au cours de la lutte. C'est une conception mécanique et non dialectique, selon laquelle les organisations puissantes doivent toujours précéder la lutte ; au contraire l'organisation est née pendant la lutte, pendant le processus même de clarification de la lutte des classes. A l'opposé de toutes ces mesquineries, nous devons nous rappeler que les derniers mots du Manifeste Communiste ne sont pas une série de jolies phrases que l'on emploie dans les réunions publiques, mais que nous sommes très sérieux, lorsque nous disons aux masses : les ouvriers n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes, mais ils ont le monde entier à gagner."

Pire : dès le début du reflux de la grève générale en Russie, on entend ouvertement les plus vieux et les plus reconnus des dirigeants du parti allemand prendre des distances avec les événements de Russie. August Bebel déclare qu'il ne lèverait pas le petit doigt s'il prenait envie à Guillaume II de faire marcher l'armée allemande contre une révolution russe qui serait victorieuse.

Que peut penser Rosa Luxembourg et ceux qui comme elles, restent profondément au service de la révolution prolétarienne ? On en a un témoignage à travers une lettre qu'elle écrit, en 1907, à Clara Zetkin :

"J'ai conscience comme jamais auparavant de ce qu'il y a de timoré et de mesquin dans

le parti. Mais je n'en suis pas pour autant aussi émue que toi, dit-elle, parce que j'ai déjà compris avec une clarté effrayante que ces choses et ces hommes ne changeront pas tant que la situation ne sera pas complètement différente, et même alors - je me le suis déjà dit en y réfléchissant froidement et m'y suis faite - il nous faudra simplement compter avec l'inévitable résistance de ces gens quand nous voudrions mener les masses plus loin (...)."

"Les masses, et encore plus la grande masse des camarades du parti, pense-t-elle, en ont intérieurement fini avec le parlementarisme, j'en ai le sentiment. Ils salueraient avec joie un courant d'air frais dans la tactique ; mais l'autorité des vieux pèse encore sur eux, et encore plus la couche supérieure des rédacteurs, députés et dirigeants syndicaux opportunistes. Notre tâche est maintenant de réagir, conclut-elle, par les protestations les plus vigoureuses contre l'encroûtement de ces autorités et nous aurons contre nous, étant donnée la situation, aussi bien les opportunistes que le bureau et August."

UNE AUTRE ATTITUDE QUI AUGURE MAL : LE PROBLEME COLONIAL

Le problème colonial se pose depuis relativement peu de temps au mouvement ouvrier allemand. Il n'y a pratiquement pas de colonies allemandes avant 1870, car le pays est entièrement absorbé par la recherche de la réalisation de son unité. Bismarck, d'abord indifférent ou hostile à la conquête coloniale, change d'avis en 1880, sous la pression des milieux industriels à la recherche de débouchés et de profits faciles. Entre 1884 et 1889, le pays met en place des fondations au Togo, au Cameroun, dans le Sud-ouest africain, en Afrique orientale, dans l'ouest de la Nouvelle Guinée.

Guillaume II se veut plus ambitieux. Mais cette ambition arrive tard. En 1900, il n'y a plus de vaste territoire disponible, tous viennent de finir d'être raflés, essentiellement par les Anglais et les Français.

En 1907, le PSDA fait une campagne de dénonciation du capitalisme et du colonialisme. Cette campagne est une réponse au gouvernement qui veut instituer un nouvel impôt pour subventionner les conquêtes coloniales.

Mais cette campagne anticoloniale est vite arrêtée. Car à la fin de l'année les élections sont un échec pour le parti. Il perd 38 députés passant de 81 à 43. En fait, le PSDA s'est maintenu en voix. Mais c'est la première fois de son histoire qu'il ne progresse pas. Les opportunistes saisissent cet événement pour repasser à l'offensive.

Eisner, journaliste appointé par le parti dénonce l'attitude anticolonialiste du parti. Il se dit d'accord pour voter le nouvel impôt qui doit subventionner les expéditions coloniales. Simplement ajoute-t-il : "Il faut que le gouvernement fasse des concessions sur les justes revendications des travailleurs." Le parti ne dit toujours rien.

DE NOMBREUSES FAIBLESSES AU QUOTIDIEN, CHOQUANTES POUR DES MILITANTS VENANT DE RUSSIE

On dispose d'un document très intéressant, parce qu'il est le témoignage d'un militant bolchévik, extérieur donc aux habitudes et aux pratiques du parti allemand.

Dans ses "Souvenirs d'un bolchévik", Pianitsky consacre un chapitre à ses rapports avec le mouvement ouvrier allemand. Il note immédiatement le contraste entre le niveau de vie des militants et celui des ouvriers du rang, à son arrivée en 1902. "Les ouvriers que je voyais en réunion, dit-il, étaient superbement vêtus (comparativement aux ouvriers russes, évidemment), ils y buvaient force bière en mangeant les sandwiches qu'ils apportaient avec eux. Les logements des militants social-démocrates chez lesquels il m'arrivait d'aller étaient assez agréables. Si l'on ajoute à cela les libertés dont ils jouissaient, on avait "l'idéal" dont je rêvais alors pour le prolétariat russe."

Mais très vite, Pianitsky se rend compte que ce train de vie n'est pas le lot général. "Mon idéal ne tarda pas à s'évanouir, écrit-il. Je m'aperçus, quand je me mis à fréquenter les quartiers et les logements ouvriers, que ceux-ci ne ressemblaient pas à ceux que j'avais vus précédemment : ces logements se composaient d'une entrée qui tenait lieu de cuisine et d'une petite chambre où vivait une famille de quatre à cinq personnes. L'ameublement était loin d'être confortable".

Ce que voit Pianitsky, les militants allemands ne pouvaient pas l'ignorer. Alors, soit ils feignent de l'ignorer ; soit, pire, pour certains d'entre eux, le soutien aux thèses réformistes est ni plus ni moins la traduction de leur aspiration à conserver ce décalage, ce privilège dont jouissent les militants et les ouvriers des milieux social-démocrates, par rapport au reste de la classe ouvrière.

De toute évidence, le parti s'est fortement développé, au moins dans la dernière période où il est légal, dans l'aristocratie ouvrière. On sait par exemple qu'il n'est pas implanté parmi la main d'oeuvre immigrée polonaise, pourtant nombreuse - 3 millions - dans l'industrie de la Ruhr et en Haute Silésie. De même le parti a plus de mal à toucher les ouvriers des régions à majorité catholique, sans doute plus défavorisés et retardataires, que celles à majorité protestante, où il réussit mieux. Enfin le parti n'a pas gagné les travailleurs agricoles et les paysans pauvres.

Et pourtant, le même Pianitsky est aussi convaincu que cette force sera suffisante pour redresser les choses au moment venu. "Il va de soi, dit-il, que je voyais aussi les défauts du mouvement ouvrier allemand. Les syndicats signaient des contrats à long terme avec les employeurs sur la durée de la journée de travail, les salaires et les conditions de travail qui liaient pieds et poings aux ouvriers.(...) Mais j'étais absolument convaincu, tant le parti social-démocrate était fort et grande son autorité dans la masse ouvrière, qu'il saurait mener la classe ouvrière au combat et vaincre l'opportunisme dans ses rangs."

Ce que ne distingue sans doute pas encore bien clairement Pianitsky, c'est qu'à tous les niveaux, celui qui donne le ton, qui dirige vraiment, c'est de toute évidence l'ouvrier qualifié, le nouvel aristocrate, et avec lui les éléments petits bourgeois du parti, journalistes, avocats, fonctionnaires permanents, dirigeants syndicaux extraits de leur classe d'origine.

LES PIEGES ET LES DEFORMATIONS DUES A UNE INSTALLATION DANS LA LEGALITE

Pianitsky est également très choqué par le légalisme du parti allemand. "Le Parti, absolument légal, était à ce point adapté à cette légalité, explique-t-il, qu'il n'organisait pas de

manifestations si la police les interdisait et s'inclinait bien sagement devant l'arbitraire de celle-ci quand, en Prusse, pour une futilité quelconque, elle dissolvait les meetings.

"Il était douloureux de voir les social-démocrates berlinois renoncer à manifester au cimetière de Frédérikshaine, où sont inhumées les victimes de la révolution de 1848, lors de l'anniversaire des funérailles, simplement parce que la police n'autorisait pas la manifestation. En ces journées d'anniversaire, ajoute-t-il avec amertume, les visiteurs les plus fervents du cimetière étaient les social-démocrates russes qui, à l'époque, habitaient Berlin.

"Rares étaient les membres du parti qui se rappelaient la loi d'exception dirigée contre les socialistes ; quant à ceux qui s'en souvenaient et qui l'avaient vécue, ils se considéraient presque comme des martyrs sous prétexte que le grenier de la maison où ils habitaient avait été perquisitionné, que la police prussienne les avait expulsés, juste à la veille de Noël, de Prusse en Saxe, laquelle se trouve à quatre heures de chemin de fer de Berlin." Et Pianitsky note que cette mauvaise habitude pèsera sur ceux qui se retrouveront dans le jeune parti communiste allemand. "Beaucoup d'entre eux, par leurs actes dénués de toute prudence, nuisent sérieusement au Parti. Arrêtés, à l'instruction comme au tribunal, ils considèrent qu'il est de leur devoir d'honnête citoyen de la République allemande de dire ce qu'ils savent."

Mais encore une fois, ajoute Pianitsky, "malgré toutes les lacunes que je constatais dans la direction du mouvement ouvrier allemand, j'étais convaincu que la lutte de classe qui se déroulerait incessamment en Allemagne, redresserait la tactique des social-démocrates, car je considérais les militants et les chefs de la social-démocratie, derrière lesquels marchaient les masses ouvrières, comme des adeptes sincères du marxisme révolutionnaire et des hommes dévoués au mouvement ouvrier."

MAIS LA FORCE IMPRESSIONNANTE DU PARTI ALLEMAND FAIT ILLUSION

Pianitsky était donc impressionné par la force du parti. Il faut dire qu'à côté des maigres effectifs du parti russe, le parti allemand a de quoi impressionner. "La social-démocratie, décrit Pianitsky, était à la tête d'un mouvement syndical de trois millions de travailleurs qu'elle dirigeait en fait non seulement dans les organismes centraux, mais dans le pays et dans les usines. (...) Les social-démocrates tenaient également entre leurs mains les coopératives ouvrières de production et de consommation qui avaient leurs succursales dans toutes les villes d'Allemagne, et qui concurrençaient victorieusement le commerce privé tout en donnant des produits de meilleure qualité. (...) Outre la presse quotidienne du parti, les Maisons du peuple avec leurs cafés et leurs restaurants, et l'innombrable quantité de brasseries-restaurants tenus par des militants du Parti ne rendaient pas peu de services à la social-démocratie pour assurer le contact avec les masses ouvrières."

En 1912, le Parti Social -Démocrate Allemand compte un million d'adhérents, 2,5 millions d'adhérents au syndicat, 4 250 000 électeurs, soit plus de 34 % des suffrages exprimés, 110 députés, 12 000 conseillers municipaux. Il possède 89 quotidiens ainsi que plusieurs revues théoriques et culturelles qui regroupent 1,5 millions d'abonnés.

En France, le parti socialiste regroupe depuis la fusion en 1905 tous les anciens partis ouvriers au sein de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO.). Il est, depuis, le deuxième parti de l'Internationale après le parti allemand. Bien que n'ayant que 90 000 adhérents, il dispose de 103 députés.

Au total, la 2ème Internationale compte à la veille de la guerre : 3,5 millions d'adhérents, 11 millions de syndiqués, 12 millions d'électeurs, 7,5 millions de coopérateurs et 200 quotidiens.

Mais cette force est vermoulue. Pianitsky le note encore quand il décèle du nationalisme dans le comportement des militants allemands. "Nous Russes, dit-il dans ses souvenirs, étions révoltés de l'attitude des militants du Parti et des ouvriers appelés sous les drapeaux de l'armée impériale ; ils considéraient les jours passés au service militaire comme les plus heureux de leur vie ; ils en parlaient avec fierté, comme s'il s'agissait non de l'armée impériale, mais de leur armée rouge - l'armée du prolétariat allemand qui aurait conquis le pouvoir."

FACE A LA GUERRE IMPERIALISTE QUI S'ANNONCE

Bien loin de confirmer les théories des réformistes et des révisionnistes, l'évolution du capitalisme va prouver que des contradictions, il est encore capable d'en montrer, et de terribles. Le début du 20ème siècle voit le monde se finir d'être partagé entre puissances capitalistes, et déjà pointe l'odeur de poudre de la guerre, seul moyen pour les derniers arrivés de remettre en cause le partage.

Au congrès de Stuttgart, en 1907, on discute le problème de la guerre. La majorité des sociaux-démocrates allemands refusent d'envisager aucun moyen d'action précis contre la guerre. Noske, député, fait savoir qu'en cas de guerre, les socialistes devraient faire leur devoir militaire comme les autres Allemands. Bebel explique que l'Allemagne ne veut pas la guerre et que tout appel à la désertion entraînerait de la part du gouvernement une répression qui aboutirait à l'anéantissement du parti.

Seul, Jaurès préconise comme moyen de lutte contre la guerre la grève générale à condition qu'elle soit appelée en même temps par tous les pays. Français et Allemands s'entendent sur la formule générale de "guerre à la guerre". Ils s'engagent à faire "tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent le mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et de la situation politique générale".

Empêcher la guerre, c'est une attitude pacifiste, qui n'a pas grand chose à voir avec le marxisme. Marx a toujours considéré que cette position était totalement inefficace et par-là utopique. Il a donc toujours cherché au contraire à utiliser la guerre pour en faire un levier au service des opprimés. La minorité de gauche, avec Rosa Luxembourg, Lénine et Martov présentent un amendement, d'ailleurs adopté, qui prône, en cas de guerre, le devoir de la faire cesser et d'utiliser toutes les forces de la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.

LA DECLARATION DE GUERRE SUFFIT A FAIRE S'EFFONDRE TOUTE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Le 27 juillet 1914, tout le monde sent la guerre imminente. A l'appel de la social-

démocratie allemande se déroule à Berlin et dans plusieurs grandes villes d'Allemagne, des meetings importants contre la guerre. En France, le même jour, la CGT appelle à une manifestation contre la guerre, sur les grands boulevards de Paris. Les ouvriers parisiens peuvent croire qu'ils communient avec leurs camarades allemands.

Le 28 juillet 1914 le gouvernement fait un chantage au carnet B. Celui-ci, est en fait la liste des syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes et de quelques socialistes de gauche suspects, susceptibles de réagir à la déclaration de guerre. Mais le gouvernement obtient, sans doute, des assurances discrètes que rien ne sera tenté contre la mobilisation. Car le 31 juillet il décide de ne pas se servir du carnet B. En fait, par la suite, il sera utilisé dans certaines régions.

Le 31 juillet, Jaurès est assassiné, au restaurant du Croissant, rue Montmartre à Paris. 4 août 1914, c'est le jour de la déclaration de guerre. Tous les députés socialistes allemands votent les crédits militaires au parlement. Haase expose en séance publique au parlement, au nom des socialistes, les raisons de ce vote par lequel le plus ancien, le plus nombreux et le plus respecté des partis de l'Internationale renonce aux traditions proclamées par les socialistes. Il déclare : "La social-démocratie, tout en dégageant sa responsabilité d'une politique qu'elle avait toujours combattue, se refuse à abandonner la patrie à l'heure du danger."

Le même jour, les députés socialistes français adoptent à l'unanimité les projets de lois présentés par le gouvernement Viviani, pour organiser la défense nationale et par conséquent les crédits nécessaires pour y faire face ; il n'y a même pas de débats. En Autriche les députés n'ont pas eu à voter, le parlement étant en vacances, mais les déclarations guerrières ne laissent aucun doute sur la volonté des députés socialistes de soutenir leur bourgeoisie dans la guerre.

Le conseil général du Parti Ouvrier Belge a dès le 3 août, devant l'ultimatum allemand et la violation de la neutralité du pays, décidé de voter les crédits de guerre. En Angleterre, le 5 août, la majorité des élus du groupe parlementaire du Labour Party se rallie à la guerre. Seul Mc Donald et quatre députés membres comme lui de l'ILP s'y opposent.

Dans deux pays seulement, le refus des socialistes est net : la Russie et la Serbie. Dans ces deux pays, il n'y a pas de traditions démocratiques et parlementaristes. En Serbie, Laptchevitch et Katslérovitch, les deux députés, proclament, dès le 1er août, au lendemain de la déclaration de guerre de l'Autriche, leur refus de participer à la défense nationale. La direction du parti les approuve pleinement.

En Russie les partis socialistes, à la veille de la guerre, sont clandestins ; il en est ainsi des Socialistes Révolutionnaires, des Mencheviks et des Bolcheviks. Par contre leur presse est en partie légale, et ils sont représentés à la Douma, le parlement tsariste. Cette existence légale à côté du parti illégal n'a pas entraîné l'émergence d'un opportunisme légal. La réaction des députés socialistes russes frappe par sa fermeté. Les 14 sociaux-démocrates votent contre les crédits de guerre et les 11 Troudoviks venant du Socialisme Révolutionnaire, quittent la séance sans voter. Il faut aussi signaler la social-démocratie roumaine, qui sous la direction de Rakovski, résiste elle aussi au chauvinisme.

Mais à l'échelle de l'Internationale, c'est une catastrophe, un anéantissement. Profitant de ce premier coup réussi, on voit la bourgeoisie inviter les dirigeants socialistes à entrer dans

ses gouvernements. En France, le 26 août, Jules Guesde et Marcel Sembat entrent au gouvernement dans le cabinet Viviani. Pour justifier cette entrée, la SFIO publie un manifeste où le parti fait référence à la situation militaire et déclare renouer avec la tradition de la Révolution Française de 1789. Albert Thomas, député, suit quelques mois plus tard.

Aucune direction socialiste n'a été si loin dans la collaboration de classe qu'en France : le secrétaire de la CGT, Léon Jouhaux, et le secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine, Bled, acceptent de participer au côté du cardinal Amette, de l'ancien préfet de police Lépine et du royaliste Maurras au Comité de Secours National.

En Angleterre, Arthur Henderson - qui avait remplacé Ramsay Mc Donald comme chef de la fraction socialiste parlementaire - entre dans le gouvernement en mai 1915. Pour autant l'ILP, lui, ne capitule pas, il maintient son opposition à la guerre.

En Belgique, le POB autorise son responsable, Emile Vandervelde ancien secrétaire général de la 2ème Internationale, à prendre le poste de ministre d'Etat sous prétexte de la violation de la neutralité de la Belgique par l'Allemagne.

Quand Lénine apprend la nouvelle de cette hécatombe, il croit d'abord à une fausse information fabriquée par la bourgeoisie. Mais dès septembre 1914, il écrit cette analyse :

"La trahison du socialisme par la majorité des chefs de la 2ème Internationale (1899-1914) signifie la faillite idéologique et politique de cette dernière. Cette faillite-là, a pour cause fondamentale la prédominance au sein de l'Internationale de l'opportunisme petit-bourgeois, dont le caractère bourgeois et le danger qu'il constitue était depuis longtemps déjà signalé par les représentants du prolétariat révolutionnaire de tous les pays. Les opportunistes avaient préparé de longue date la faillite de la 2ème Internationale, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois, en répudiant la lutte des classes et la nécessité de transformer, le cas échéant, en guerre civile, et ce en se faisant les apôtres de la collaboration de classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous couleur de patriotisme et de défense de la patrie et en méconnaissant et en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposé dans le Manifeste du parti communiste, que les ouvriers n'ont pas de patrie et en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois qui doivent nécessairement être mis à profit, en oubliant qu'en période de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables."

Pour les syndicats aussi, c'est la faillite. Non seulement en Belgique où ils constituent la base de masse du POB ou en Angleterre où ils sont le point d'appui du Labour, mais en Allemagne où ils sont encadrés par des militants du parti. Et en France, la CGT dont les dirigeants sont anarcho-syndicalistes et se disaient prêts à répondre à la guerre par la grève générale. Tous, partout, acceptent la politique de guerre impérialiste. La quasi totalité des organisations ouvrières ont trahi.

Les organisations qui passent à la bourgeoisie ne se contentent pas de la neutralité à l'égard de la politique menée par leur gouvernement. Elles font tout ce qui est en leur pouvoir pour éteindre toute tentative de réaction dans la classe ouvrière.

En Allemagne, les organisations social-démocrates participent activement à la

politique de guerre. Legien, chef syndicaliste se vante que "toute la force organisée du parti social-démocrate d'Allemagne et des syndicats s'est rangée aux côtés du gouvernement en guerre, cette force a été utilisée dans le but d'étouffer l'énergie révolutionnaire des masses".

En France, dans la Bataille Syndicaliste, journal de la CGT, une vaste propagande est faite en faveur de la guerre. On explique que ce n'est plus un conflit impérialiste mais une guerre entre la démocratie et le militarisme, entre la civilisation et la barbarie. Peu importe pour la CGT que du côté de la démocratie figure le tsarisme. Léon Jouhaux, syndicaliste anarchiste écrit : "Au nom de ceux qui partent, et dont je suis, je déclare que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand." La Bataille Syndicaliste est, de toute la presse française, le journal le moins touché par la censure.

L'anarchisme qui prétendait protéger le mouvement ouvrier des défauts de la politique montre sa vraie nature de mouvement petit-bourgeois, incapable dans les moments décisifs de proposer une ligne propre à la classe ouvrière.

Henry Poulaille explique, ainsi l'ambiance de ce moment : "Pleurs et rires se mêlaient, on n'avait pas encore compris que la guerre c'était la tuerie, et des plaisantins écrivaient sur les wagons "A Berlin !". Les grandes manifestations du Pré-Saint-Gervais réunissant 150 000 personnes, la violente campagne contre les trois ans de service, les protestations à propos de l'appel anticipé de la classe 13... Tout cela est effacé de ce passé si proche."

Le grand état-major de l'armée française avait escompté 10 % de défection, au premier jour dans les réserves, il n'y en a que 2 %. Et si malgré tout, il venait à l'idée à des ouvriers de refuser cette situation et de se révolter, la bourgeoisie pouvait compter sur son appareil répressif : l'armée de métier, la gendarmerie, elles, n'ont pas de traîtres.

Pour se débarrasser des quelques syndicalistes restés révolutionnaires, on use d'un procédé perfide ; la visite médicale de ces militants est systématiquement confiée à des médecins qui les déclarent "bons". Fin décembre 1914, les rares militants de la CGT à ne pas avoir trahis sont envoyés au front. C'est le cas de Monatte, Rosmer ou Million.

LA BASE SOCIALE DE LA FAILLITE, C'EST L'ARISTOCRATIE OUVRIERE

Lénine développe son analyse sur "La faillite de la deuxième Internationale" en juin 1915. Appliquant la méthode de pensée marxiste, il recherche notamment quelles ont été les racines sociales du développement de l'opportunisme qui a gangrené l'Internationale. Et il trouve l'aristocratie ouvrière et ses petits privilèges :

"L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat. (...) L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les "embourgeoisait", leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère. (...) Sauvegarder et consolider

leur situation privilégiée de "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui."

Pour Lénine, ce problème n'est pas particulier à l'Europe. "Le type "européen" de développement, où certaines couches de la petite-bourgeoisie, les intellectuels surtout, et une fraction insignifiante de l'aristocratie ouvrière, peuvent "jouir" des privilèges que confère à "leur" nation sa situation de "grande puissance", ne pouvait manquer d'exercer ses effets également en Russie", dit Lénine. Mais, ajoute-t-il, "en Russie, la séparation complète des éléments prolétariens social-démocrates révolutionnaires d'avec les éléments opportunistes petits-bourgeois a été préparée par toute l'histoire du mouvement ouvrier." Mais ce qu'attribue modestement Lénine à l'histoire, c'est d'abord son oeuvre, et son combat depuis les débuts de la social-démocratie russe.

Le chemin à prendre pour l'avenir, Lénine en parle en ces termes : "On a vu mûrir toute une couche sociale de parlementaires, de journalistes, de fonctionnaires du mouvement ouvrier, d'employés privilégiés et de certains contingents du prolétariat, couche qui s'est intégrée (c'est Lénine qui souligne) à sa bourgeoisie nationale et que celle-ci a parfaitement su apprécier et "adapter" à ses vues. Impossible de faire tourner à rebours ni arrêter la roue de l'histoire : on peut et l'on doit avancer sans crainte, en passant du stade préparatoire, légal, des organisations de la classe ouvrière prisonnières de l'opportunisme, à des organisations du prolétariat qui sachent ne pas se borner à la légalité, qui soient capables de se prémunir contre la trahison opportuniste et qui entament "la lutte pour le pouvoir", la lutte pour le renversement de la bourgeoisie."

UNE PAGE EST TOURNEE POUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Pour Lénine, si le mouvement ouvrier a pu s'accommoder de la présence en son sein de l'opportunisme dans la période précédente, il a maintenant mûri à un point qui en rend sa présence désormais insupportable et intolérable. Parlant de l'alignement sur la position guerrière de la bourgeoisie, il dit : "le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme mûri au point que cet abourgeois ne peut plus continuer à subsister *comme autrefois* au sein des partis socialistes." "Si l'on peut encore s'accommoder de minces et faibles semelles quand on marche sur les trottoirs civilisés d'une petite ville provinciale, il est impossible de se passer de grosses semelles cloutées quand on va à la montagne", ajoute Lénine.

L'idée d'un parti ouvrier révolutionnaire de masse, est désormais révolue. La preuve est faite que la qualité est au moins aussi importante que la quantité. Derrière le même terme de social-démocratie, il y avait en fait deux pratiques bien différentes. Celle des militants russes est entièrement vouée à séparer politiquement, mais aussi moralement, et en conséquence organisationnellement, le prolétariat des autres classes sociales les plus proches. Elle ne fait pas du parti un but en soi.

Dans son ouvrage "La faillite de la 2ème Internationale", Lénine cite la réaction de peur d'un député social-démocrate allemand qui explique lors d'une réunion ouvrière à Berlin son vote des crédits de guerre. "On nous aurait arrêtés !" dit le député pour se justifier. Et les ouvriers de lui crier en réponse : "Eh bien, quel mal y aurait-il eu à cela ?" Et Lénine explique

que c'est ainsi que peut se constituer un signe de ralliement pour une politique ouvrière.

Pour le distinguer du passé qui a failli, Lénine va demander à son parti de changer d'étiquette et de s'intituler parti communiste. Non seulement, il a maintenu propre le drapeau du prolétariat , mais il va le guider à la première révolution sociale, trois ans plus tard, en 1917.

Avril 1994

BIBLIOGRAPHIE

E. Dolléans : Histoire du mouvement ouvrier, tome 2 -1871-1920
(librairie A. Colin)

Lénine : La faillite de la deuxième Internationale
(éditions sociales, éditions du progrès)

Rosa Luxembourg : Réforme sociale ou révolution
(FM, petite collection Maspero 40, oeuvres I)
*

Jacques Droz : Le socialisme démocratique
(Collection U Colin)

Annie Kriegel. Les internationales ouvrières
(Que sais-je N° 1129, PUF)

O. Pianitsky : Souvenirs d'un bolchévik 1896-1917
(Bureau d'éditions 1931)

Paul Frölich : Rosa Luxembourg
(L'Harmattan)

Henry Pelling : Histoire du syndicalisme britannique
(Seuil Politique 14)

TABLE DES MATIERES

La seconde moitié du 19ème siècle : du capitalisme à l'impérialisme	2
Le mouvement ouvrier subit le contrecoup de l'écrasement de la Commune de Paris	4
En Allemagne, l'influence de Marx et l'héritage de la première Internationale	4
En France, un mouvement émiété par manque de maturation sociale et politique de la classe ouvrière	6
L'anarchisme pare de vertus le mouvement syndical et stérilise le parti politique	9
Le mouvement ouvrier anglais se rapproche déjà de l'Etat bourgeois	11
Un mouvement de la jeunesse et des ouvriers non qualifiés contre la bureaucratie des syndicats	12
Le mouvement ouvrier renaît, mais Marx et Engels préfèrent compter sur un événement révolutionnaire pour proclamer une nouvelle internationale	13
La fondation de la deuxième Internationale (1889) prise en mains par Engels	14
A la mort d'Engels, le révisionnisme sort la tête	16
Une évolution profonde du capitalisme qui touche la société, la classe ouvrière et le parti	16
La confusion politique l'emporte, rares sont ceux qui luttent contre l'engourdissement du parti	18
.	
La révolution russe de 1905 jette un coup de projecteur alarmant sur l'état réel de l'Internationale.....	21
Une autre attitude qui augure mal : le problème colonial.....	22
De nombreuses faiblesses au quotidien, choquantes pour des militants venant de Russie.....	22

Les pièges et les déformations dues à une installation dans la légalité	23
Mais la force impressionnante du parti allemand fait illusion	24
Face à la guerre impérialiste qui s'annonce	25
La déclaration de guerre suffit à faire s'effondrer toute la sociale démocratie	25
La base sociale de la faillite, c'est l'aristocratie ouvrière	28
Une page est tournée pour l'histoire du mouvement ouvrier	29
BIBLIOGRAPHIE	31